



Extrait du Le Journal des Alternatives

<http://journal.alternatives.ca/spip.php?article8302>

Automatisation au Canada : Doit-on craindre pour les emplois ?

- Journal des Alternatives - Journal des Alternatives - 01.2017 - Journal des Alternatives. Vol.8 - No.06, juin 2017 -



Date de mise en ligne : jeudi 1er juin 2017

Copyright © Le Journal des Alternatives - Tous droits réservés

En Avril dernier, Caroline Wilkins, première sous-gouverneure de la banque centrale du Canada déclarait devant la Chambre de commerce de Toronto que « le Canada est bien placé pour prospérer dans un monde numérique » Cependant, elle ajoute qu'il faudra gérer les répercussions qui découlent de l'automatisation [1]. Ces répercussions touchent notamment les emplois.

Dans un rapport publié le 24 Février 2017 par la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, on note que la robotisation et l'automatisation « peuvent mener à l'abolition de certains postes » dans le secteur manufacturier. Celui-ci représente près de 14% de l'activité économique au Québec et compte 765 000 emplois [2].

Certains domaines comme l'éducation, la santé et les emplois sociaux qui font appel à des interactions sociales et émotionnelles seraient moins touchés par l'automatisation. Mais, passant à la loupe d'autres secteurs d'activité, peut-on comprendre comment l'automatisation constitue un problème réel au Canada ?

Zoom sur la progression de l'automatisation

Les imprimantes 3D asseyent leur popularité dans plusieurs domaines, voire la construction. L'intelligence artificielle s'est même installée dans la médecine psychiatrique. Les mégadonnées ont suffisamment occupé les manchettes ces dernières années et leur utilisation a permis d'améliorer le décisionnel, d'optimiser les processus et d'atteindre les objectifs de rentabilité.

Au cours des 16 dernières années, le géant financier Goldman Sachs a remplacé 600 banquiers d'affaire par des algorithmes maintenus par un groupe de 200 informaticiens. Le processus d'automatisation ne s'arrêtera pas là selon Martin Chavez, le nouveau directeur financier de la banque. Il a la conviction que davantage d'opérations se rapportant au crédit ou encore celles liées aux offres publiques initiales pourraient être automatisées. En outre, les contraintes de réglementations pour les banques ou de solvabilité pour les compagnies d'assurance n'échappent point à ce phénomène.

Même son de cloche dans l'industrie pétrolière et gazière. Depuis l'explosion de la plate-forme pétrolière Deepwater Horizon en Avril 2009 dans le golfe du Mexique, une surveillance automatique accrue et des systèmes de contrôle de pointe dans des zones souvent difficiles d'accès sont indispensables pour réguler les fluctuations de température, d'humidité et autres indicateurs, et ainsi éviter les catastrophes environnementales.

On peut donc croire qu'il y a matière à réfléchir et qu'une menace pour les emplois demandant des tâches plutôt élémentaires est bien présente. Ce sont les employés comme les journaliers et les ouvriers non-spécialisés qui seraient plus exposés à voir leurs emplois automatisés. Le Canada risquerait de voir une aggravation de l'inégalité de revenus. En effet, les personnes plus qualifiées à qui les tâches plus complexes reviendront bénéficieraient de ce changement.

Quels impacts réels pour l'économie canadienne ?

Selon Matthias Oschinski et Rosalie Wyonch dans un rapport de l'Institut C.D. Howe, le pourcentage des emplois touchés par l'automatisation au Canada serait faible. On observerait plutôt une hausse des emplois qui sollicitent des aptitudes cognitives, et une baisse de ceux qui demandent des tâches de routine. Cependant, Dominic Barton, directeur général de McKinsey & Co, soutient qu'environ 40 % des emplois au Canada pourraient disparaître dans la prochaine décennie à cause de l'automatisation [3].

Combien sont ceux qui partagent le même avis que Paul Misener, vice-président d'Amazon en charge de l'innovation ? Dans une entrevue donnée à ZDNet.fr, il soutient qu'« il est possible de concilier plus d'automatisation et plus d'emplois ». Si l'essor de l'automatisation résultait en une création nette d'emplois, il faudrait cependant compter de nombreuses années pour s'en apercevoir.

Par ailleurs, Statistique Canada révèle dans son dernier recensement de 2016 que le Canada a une population vieillissante et que la tranche des Canadiens de 15 à 64 ans occupent deux tiers de la population [4]. Si à la menace de l'automatisation vient s'ajouter une main d'oeuvre vieillissante, on peut s'attendre à une inadéquation puisque davantage d'emplois du futur se prêteraient à ce vent nouveau.

Solutions envisagées et plateformes de réflexion

Certes, l'acceptabilité sociale pourrait constituer un frein à ce progrès technologique, mais de toute évidence, de nouveaux outils et machines sont de plus en plus adaptés aux exigences de divers secteurs d'activité.

Ainsi donc, les secteurs privés et publics canadiens doivent mettre en place des mesures appropriées devant l'expansion globale de l'automatisation. La plupart des mesures envisagées visent à focaliser les efforts sur la transition et la formation continue des employé.e.s - en particulier chez les groupes qui pourraient être rétifs aux changements. Les jeunes à l'université, les personnes changeant de profession et toute la population active devront développer de nouvelles aptitudes et se prémunir de connaissances transférables.

Toutefois, les gouvernements pourraient considérer des programmes de revenus universels de base comme récemment implémentés sous forme de projet pilote en Finlande. Ou encore, une taxe sur les robots afin de limiter les revers causés par l'automatisation des emplois sur la société, comme l'a suggéré Bill Gates.

Il ne s'agit pas de désertier les emplois en proie à l'automatisation. Ni moins de jeter la pierre sur l'automatisation, surtout avec les risques connus d'erreur ou de cyber-attaque. Autant que possible, nous pensons qu'il faille transformer ces risques en générateurs d'opportunités pour de nouveaux types de métiers, et espérer que la plupart des emplois soient modifiés au lieu d'être supprimés. Du fait du nombre limité d'études au Canada à ce sujet, le but est plutôt de susciter et multiplier la création de plateformes d'études et de réflexion sans pour autant qu'elles soient des éteignoirs de l'innovation créatrice.

La productivité hante les sphères où se prennent les décisions qui déterminent le cours des sociétés et des organisations, au détriment du bien-être des peuples. Il importe donc d'ouvrir les vannes de dialogue sur la question de l'automatisation qui doit donc procurer mieux que par le passé. Sinon ce serait un luxe inutile, voire un échec.

Post-scriptum :

[1] Banque du Canada - Il faut épouser l'automatisation tout en gérant ses répercussions (18 Avril 2017). Accessible au

<http://www.banqueducanada.ca/2017/04/epouser-automatisation-gerant-repercussions/>

[2] Chambre de commerce du Montréal métropolitain - Entrepreneuriat et Innovation (24 Février 2017). Accessible au

http://www.ccm.ca/fr/nouvelles/blog_pourquoi-le-virage-vers-l-industrie-4-0-est-il-si-important-pour-nos-entreprises-manufacturieres/

[3] Institut C.D. Howe - l'automatisation ne pose pas de scénario de fin du monde pour les emplois au Canada (16 Mars 2017). Accessible au

<https://www.cdhowe.org/public-policy-research/le-choc-du-futur-les-r%C3%A9percussions-de-lautomatisation-sur-le-march%C3%A9-du-travail-au-canada>

Huffington Post Automation will take 40% of Canada's jobs (2 Juillet 2017). Accessible au

http://www.huffingtonpost.ca/2017/02/07/automation-dominic-barton_n_14634612.html

[4] Statistique Canada - Taille et croissance de la population canadienne : faits saillants du recensement de 2016 (8 Février 2017). Accessible au

<http://www.statcan.gc.ca/daily-quotidien/170208/dq170208a-fra.htm>